

Interview Jean-Luc Mélenchon

« Ce que j'appelle "l'autre gauche" prend confiance en elle-même »

IO : Comment vois-tu la situation ?

JLM : Paradoxe nuisible de la démocratie : la majorité du peuple a voté pour rejeter une politique. Mais le nouveau gouvernement fait le choix de la reprendre à son compte. Il a suffi pour cela qu'il approuve le traité européen.

Deuxièmement, il agit avec l'idée qu'il trouverait une espèce de « gentleman agreement » en abaissant le niveau des conflits avec le grand patronat. Ce sont deux impasses : même ceux qui voulaient croire à la rationalité des politiques austéritaires voient que « ça ne marche pas » ; quant à l'idée qu'il suffit d'être aimable avec le grand patronat pour que les choses se passent bien, c'est une illusion stupide.

IO : Si on te dit que le Front de gauche pratique le « grand écart » face au gouvernement : opposition au TSCG, mais vote pour les « emplois d'avenir » et abstention sur les recettes du budget, que réponds-tu ?

JLM : Le Front de gauche est une construction qui s'homogénéise à mesure qu'elle est confrontée à des échéances. A chaque étape, il y a une certaine hétérogénéité... je demande qu'elle ne soit pas lue comme une doctrine stabilisée.

Les membres du Front sont positionnés, parfois dans chaque parti, d'une manière très différente dans leur appréciation de la nature et du contenu du nouveau gouvernement. Cette réalité s'affine à mesure que l'expérience combine 1) ce qu'ils font réellement et 2) la confiance en nous-mêmes. A mesure que ce que j'appelle « l'autre gauche » prend confiance en elle-même, et que le rapport de force montre que nous sommes un acteur à part entière de la situation – par exemple en atteignant un score à deux chiffres dans l'élection présidentielle, ou en réussissant la manifestation du 30 septembre en dépit du fait qu'on s'y est pris très tard, qu'on aurait dû réagir beaucoup plus tôt, comme d'autres nous y invitaient -, on assiste à un processus d'autonomisation, certes progressif, mais constant. Il n'a pas connu de trêve : présentation de listes séparées aux élections européennes, ensuite aux élections régionales, puis aux élections cantonales, puis élection présidentielle où nous sommes tombés d'accord sur un nom à huit organisations, ensuite les élections législatives. Et juste derrière, nous n'avons pas voté la confiance. C'est un fait politique considérable. Il contient une ambiguïté ? Oui. Elle se dénouera obligatoirement. Nous avons voulu que les deux options soient sur la table : ceux qui disent, comme c'est mon cas, « on ne peut rien attendre de cette direction de la gauche, il faut constituer une autre majorité à gauche » ; et ceux qui pensent, pour reprendre leur expression, que « François Hollande doit s'appuyer sur le peuple ». dès lors qu'on s'abstenait, ça voulait dire qu'il faudrait dénouer : pour ou contre. Mais déjà on affirmait qu'on n'était pas pour. Les socialistes devaient convaincre. Nous voici au vote sur les recettes, ils n'ont pas notre soutien non plus. C'est l'abstention. Pour ma part, j'aurais voté contre. Au vote sur la loi de programmation budgétaire pluriannuelle, où nous avons voté contre parce que c'est la traduction du traité européen. C'est un acte très fort.

Et le 20 novembre, il y aura le vote sur l'ensemble du budget : pour ma part, je suis partisan du vote contre.

Donc j'appelle votre attention sur le fait que le Front de gauche est un processus dont la forme et les contenus ne sont pas figés.* Chacun garde sa liberté. Tout le monde (bien délimité à l'intérieur du « non de gauche ») a sa place dans le processus du front de gauche. Mais la clé d'entrée, c'est le refus des traités européens, de tous les traités.

IO : Le POI a regretté le caractère tardif de l'appel à la manifestation du 30 septembre, alors que, dès mars, il avait proposé aux partis, dont le Front de gauche, d'organiser une manifestation nationale, sans jamais recevoir de réponse. S'ajoutant aux équivoques sur « l'Europe sociale », cela n'a-t-il pas empêché le déferlement de centaines de milliers dans une mobilisation à même de bloquer le traité ? Quant au « refus de tous les traités » : le Front de gauche est-il pour abroger Maastricht, Amsterdam et le TSCG ?

JLM : En mars, nous étions complètement dévorés par la préparation de notre score : ce n'était pas la même chose si on sortait à 3 ou à 10 %. De la même manière, aux élections législatives. Oui, on aurait pu s'y prendre autrement. Mais, dans les conditions concrètes dans lesquelles nous nous trouvons, il fallait d'abord régler ces deux résultats électoraux et ensuite la question du gouvernement : savoir si on les soutenait ou pas. Sur les traités : c'est une question récurrente de votre part. Permettez-moi amicalement de dire que c'est absurde. La question est tranchée depuis 2005. Le traité constitutionnel contenait l'ensemble des traités européens antérieurs, incluant Maastricht. Qui a voté non en 2005 s'oppose à la totalité des traités et des institutions. Nous l'avons traduit par trois formules : « *Il faut sortir des traités européens* », puis, dans le programme « *L'humain d'abord* » : « *S'affranchir des traités européens* », et celle de Pierre Laurent (secrétaire national du PCF) : « *Il faut jeter à la poubelle les traités* ». Je ne vois pas ce qu'on peut faire de mieux. Le programme « *L'humain d'abord* » dit que, dès que nous serions au pouvoir, nous entrerions dans un cycle de désobéissance. Mais attention : dans la conduite des affaires publiques, nous sommes intéressés à ce que les traités en général soient respectés. Notre pays aussi est engagé par sa signature. Par conséquent, si nous changeons de cap, nous consulterons le peuple. Nous croyons au vote. Si c'est moi qui avais été élu, j'aurais soumis à référendum l'abandon des traités actuels et une autre orientation pour notre pays.

Pour moi, à chaque fois que nous rejetons, nous devons proposer. Ce qu'ils sont en train de construire ne sert qu'à augmenter la profitabilité et la rentabilité du capital. C'est fait d'ailleurs dans des conditions de brutalité telles que ce n'est pas durable. Nous, nous voulons une autre Europe, une Europe de l'harmonisation sociale et fiscale par le haut.

IO : « L'ambiguïté » vis-à-vis du gouvernement « se dénouera », dis-tu. Mais ce gouvernement a pris des mesures (budget, emplois d'avenir), en annonce d'autres (Sécurité sociale), et accompagne les suppressions d'emplois. Dans la population, grandissent inquiétude et colère. Peut-on laisser passer cette politique ?

JLM : Nous allons au devant d'une commotion terrible. La politique d'austérité (les 3 % des déficits permis par l'Europe, sous peine de sanction) concerne l'ensemble des budgets. La politique d'austérité va se diffuser jusque dans le moindre petit recoin de France. La question va se concentrer sur l'idée de savoir si les collectivités sont un lieu de résistance ou d'accompagnement de cette politique. Cela va confronter tout le monde à une sorte de mise au pied du mur. Il faut entrer en résistance, ce sont les élus qui doivent les définir.

IO : Résistance pour bloquer la politique du gouvernement ?

JLM : Cette question porte sur la stratégie de fond. Qu'est-ce qu'une stratégie révolutionnaire ? Nous appelons la révolution que nous voulons faire « citoyenne », puisque c'est une révolution dans la propriété (en raison de la propriété coopérative et de la propriété nationale que nous voulons développer), une révolution dans les institutions de la Ve République (pour passer à la VIe) et une révolution dans la hiérarchie des valeurs et des normes mises au poste de commande. Une telle bifurcation de l'histoire, il faut l'assumer. Nous ne sommes pas simplement une espèce de force parasyndicale qui réclamerait plus de ceci ou moins de cela. Les syndicats font ce travail, ils le font bien, ainsi que les mutuelles... Nous, nous sommes dans le registre de la politique, donc de la conquête du pouvoir pour faire une autre politique. Alors comment s'y prend-on ? Comment on bloque la politique du gouvernement entre deux élections ? Par l'action populaire de masse, pour laquelle il n'y a pas cinquante registres : ce sont les syndicats qui dirigent cette opération. Nous, le Front de gauche, nous ne nous mêlons pas de la vie des syndicats. Nous reconnaissons l'indépendance et l'autonomie syndicales et nous nous adjugeons l'autonomie et l'indépendance politiques. Nous, ce que nous avons à faire, c'est aider à vaincre la résignation, c'est à dire l'idée qu'on n'y peut rien, que de toute façon l'ennemi est le plus fort, qu'on ne peut faire autrement que de payer la dette, que le coût du travail serait trop élevé... Activité de résistance intellectuelle et résistance concrète : appeler nos militants à entrer dans l'action, à participer aux actions. Et puis arrivent en 2014 deux rendez-vous politiques : c'est notre registre à nous. Le premier est l'élection municipale et ensuite l'élection européenne. Pour l'élection européenne, notre objectif, à nous, Front de gauche, c'est de passer devant le Parti socialiste et de faire la démonstration qu'existe une alternative à gauche, qu'on peut gouverner le pays autrement, en faveur du grand nombre, c'est-à-dire les travailleurs.

« Pour l'élection européenne, notre objectif, à nous, Front de gauche, c'est de passer devant le Parti socialiste et de faire la démonstration qu'existe une alternative à gauche. »**

IO : L'acte III de la décentralisation ?

JLM : Il met le pays en danger. La république ne peut être qu'une et indivisible : ce n'est pas qu'une affaire de frontières mais d'espace légal. Je suis très inquiet quand j'entends des dirigeants socialistes parler d'expérimentation et de transposition locale de lois nationales. Cela veut dire un Code du travail et une législation sociale à géométrie variable, donc c'est la rupture du cadre légal unitaire de l'égalité des citoyens devant la loi, et donc la rupture du sens même de l'existence d'une nation. C'est une pente contre-républicaine que nous nous apprêtons à combattre avec la dernière énergie.

IO : Pour conclure ?

JLM : Depuis 2005, le oui et le non délimitent à gauche deux espaces politiques. Le non de gauche signifie le refus des politiques et des institutions actuelles de l'Europe ! Chacun de nous a en vue, peut-être, des constructions politiques différentes, mais nous avons tous en commun la ligne d'horizon des Etats unis d'Europe, qu'on les nomme Etats unis socialistes ou autrement. Le Front de gauche a vocation à rassembler dans un même front politique tous ceux qui partagent l'orientation de rejet du traité européen. Je crois que, notamment, c'est le cas du POI. Je suis peut-être le seul à l'exprimer de cette manière, mais c'est une nécessité. Je demande aux camarades de considérer que le Front de gauche est un processus qui fait appel à l'imagination de chacun. Nous allons au-devant d'un niveau très élevé de conflictualité sociale ! Et nous ne sommes pas sûrs que notre camp aujourd'hui soit le mieux placé dans cette bataille. C'est un devoir impérieux que de construire la ferme coalition qui permet d'affronter cette situation. Rien ne s'y oppose, en tout cas à mes yeux, du point de vue du Front de gauche.

24 octobre 2012

****,** : le titre et les exergues ont été sélectionnés par la rédaction d'IO***